

L'HON. M. ROSE—Je crois que la formation d'un gouvernement auquel serait conféré le pouvoir de diriger toute la puissance des cinq colonies ajouterait beaucoup à notre sécurité. Qui peut douter qu'il n'y ait pas plus de sécurité dans une union que dans la position isolée où nous sommes, c'est-à-dire sans force commune ? Je pense qu'au point de vue de nos défenses l'union n'est pas bien appréciée. (Ecoutez ! écoutez !) Où serait la puissance de la Grande-Bretagne si l'Angleterre, le pays de Galles, l'Irlande et l'Ecosse avaient chacun un gouvernement ayant la direction de ses forces militaires et navales particulières ? Sa flotte et ses armées auraient-elles acquis la valeur qu'elles ont à présent si un gouvernement national n'avait pas réuni ces éléments de force ? Est-ce qu'il n'y a pas d'avantage à avoir un gouvernement qui pourrait concentrer sur un point voulu toutes la force militaire ? S'il n'y en a pas, je consens volontiers à admettre que cet argument qui a servi à me convaincre n'est d'aucune valeur.

L'HON. M. HOLTOM—Ne sommes-nous pas tous attachés à la mère-patrie ?

L'HON. M. ROSE—Je le pense, assurément.

L'HON. M. HOLTOM—Eh bien ! alors, quelle force acquerrions-nous de plus par le seul fait d'avoir des relations politiques avec d'autres puissances ? Cela nous donnerait-il plus de soldats ?

L'HON. M. ROSE—Mon hon. ami pense-t-il que si chaque province avait le contrôle de ses forces militaires, que si la Nouvelle-Ecosse, Terre-Neuve et l'Île du Prince-Edouard avaient le contrôle de leurs marins et le Canada celui de sa milice, toutes ces forces pourraient agir avec la même efficacité que sous le contrôle d'un pouvoir central ? On ne pourrait pas les faire servir au dehors de leurs provinces contrairement aux lois de ces provinces. Ne serait-ce pas y gagner que d'arriver à un résultat qui ferait que le hardi marin de Terre-Neuve, ou le peuple de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick considéreraient son territoire envahi et son indépendance menacée en apprenant l'entrée d'une force hostile à Sarnia, dans le Haut-Canada ? Dès qu'il s'agira de réunir nos forces pour faire face à l'ennemi les difficultés et la confusion se mettraient aussitôt de la partie. Si maintenant que la mère-patrie a approuvé cette union que l'on propose, nous restons dans l'isolement où nous sommes—car ses hommes d'Etat savent que cette union aurait pour résultat de lui éviter une guerre

et de mettre en même temps le pays en état de défense—croyez-vous que ces hommes d'Etat verront d'un bon oeil ce pas rétrograde ? Mon hon. ami d'Hochelaga même a avoué que dans ce cas une dissolution de l'union actuelle serait inévitable. Dans son discours de l'autre soir, cet hon. monsieur a dit que dans le cas du rejet de cette mesure, il faudrait recourir à une fédération des deux Canadas, et que serait-ce, alors, autre chose que la dissolution de l'union actuelle ? Ce serait certainement rompre cette union que d'adopter un nouveau système de fédération du Haut et du Bas-Canada ; mais est-ce que l'hon. monsieur pense trouver un élément de force dans la séparation de ces provinces ?

L'HON. M. HOLTOM—C'est justement cette séparation là que vous proposez.

L'HON. M. ROSE—Non, M. l'ORATEUR, je ne propose rien de semblable, et mon hon. ami avouera que je dis vrai, s'il veut juger la question de bonne foi et avec calme. Je ne sais personne qui ne soit plus que lui capable de voir et d'apprécier les grands avantages que nous vaudra ce projet ; mais ses idées sont prime-sautières et il se laisse parfois aller à des craintes et à une jalousie préconçues ; ce qui n'empêche pas que s'il veut appliquer sa forte intelligence à l'examen de cette mesure, il reconnaîtra qu'elle ne recèle aucun des dangers qui, d'ordinaire, sont inhérents au système fédéral. Il me reste encore quelques mots à dire sur la question relative à nos moyens de pourvoir à la défense du pays. J'ai déjà dit—et je demande pardon à la chambre de la digression que j'ai été contraint de faire à ce sujet—que si nous restions dans l'isolement où nous sommes, je ne croyais pas que le gouvernement impérial serait autant disposé à nous aider dans l'édification des travaux nécessaires à notre défense que s'il savait qu'en face du danger nous serons unis pour repousser l'ennemi commun ; or, je maintiens qu'en pareil cas le gouvernement impérial ne serait pas influencé par le seul fait de la dépense que nécessiteront ces travaux—à laquelle je suppose que les provinces d'en-bas devront contribuer pour une part—mais il serait empêché de le faire par cette autre considération, qu'une fois élevées, ces fortifications n'atteindraient pas le but désiré, c'est-à-dire que l'on craindrait qu'elles ne fussent pas utilisées de manière à défendre efficacement le pays. C'est une chose que d'avoir une population de quatre millions sous un seul gouvernement qui peut concentrer